

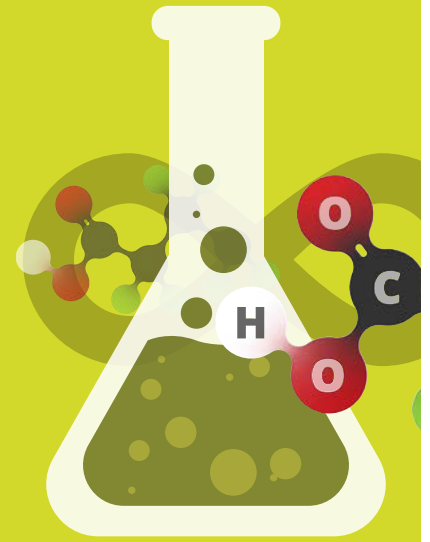


RÉUNION D'INFORMATIONS

Réaction chimique:

Au cœur de la lutte des grandes entreprises contre la restriction de l'UE sur les PFAS

Janvier 2025



La proposition de l'UE visant à restreindre les PFAS - ou «produits chimiques à vie» - risque fort d'être détournée par le lobbying des sociétés industrielles. Les lobbies industriels d'Europe et du monde entier s'en prennent à la Commission européenne pour protéger leurs profits concernant les PFAS de toute réglementation, malgré les preuves accablantes des conséquences désastreuses de cette pollution sur la santé humaine et l'environnement. L'analyse des documents publiés par le Corporate Europe Observatory révèle les tactiques d'influence du secteur industriel et conclut qu'il est temps de mettre en place un pare-feu pour protéger la prise de décision sur les PFAS contre le lobbying des sociétés.

Contexte

Les PFAS (Les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées) sont des produits chimiques utilisés dans nos manteaux imperméables, nos ustensiles de cuisine et nos produits cosmétiques. Ils sont également présents dans les réfrigérateurs, les climatiseurs et les inhalateurs pour asthmatiques, ainsi que dans la fabrication industrielle. Mais ces produits chimiques fabriqués par l'homme sont très résistants et persistants, ce qui signifie qu'ils ont d'énormes implications pour la santé humaine, la crise climatique et l'environnement. Les PFAS sont présents dans pratiquement tous [les corps humains](#), même chez les bébés à naître, et [l'exposition](#) aux PFAS a été associée au cancer, à des lésions hépatiques et à des perturbations hormonales. Les PFAS ont contaminé notre [alimentation](#) et notre [eau potable](#). Ils sont présents dans [la plupart](#) des sols et des cours d'eau et dans [l'air](#) que nous respirons. En 2023, l'enquête inédite [Forever Pollution Project](#) a recensé 23 000 sites contaminés par des PFAS rien qu'en Europe, avec 20 usines de fabrication et plus de 2 100 sites considérés comme des « zones sensibles » aux PFAS.

Nous ne pouvons pas nous permettre de dépolluer les PFAS.

Les autorités doivent empêcher cette pollution par les PFAS de s'accumuler davantage, faute de quoi on [estime](#) que 4,4 millions de tonnes supplémentaires de PFAS se retrouveront dans l'environnement au cours des 30 prochaines années. L'enquête internationale «[Forever Lobbying Project](#)» a calculé que le coût de la dépollution des PFAS, y compris les PFAS émergents, le coût total au cours des 20 prochaines années pourrait dépasser 2 000 milliards d'euros, avec une facture annuelle de 100 milliards d'euros par an à perpétuité, à moins que des mesures ne soient prises. Rien que les coûts de santé liés à l'exposition aux PFAS à travers l'Europe sont estimés [séparément](#) entre 52 et 84 milliards d'euros par an pour les conséquences potentielles telles que des lésions hépatiques, une diminution de la fertilité et le cancer. Il est donc évident qu'il faut fermer le robinet des PFAS.

La bataille des lobbies PFAS démasquée au grand jour

Actuellement, l'Agence européenne des produits chimiques examine une proposition visant à introduire une interdiction générale des PFAS, assortie de quelques dérogations limitées dans le temps pour les utilisations critiques de PFAS lorsqu'il n'existe pas d'alternatives adaptées. Le dossier sera ensuite transmis à la Commission européenne, qui préparera une proposition finale devant être approuvée par les États membres de l'UE. Le nouveau rapport du Corporate Europe Observatory intitulé [Chemical reaction](#): révèle la bataille de lobbying en cours au niveau de l'UE. Nos conclusions sont les suivantes:

- L'ambition initiale de la Commission de s'attaquer à la pollution chimique a été revue à la baisse ces derniers temps, **les arguments des sociétés industrielles des PFAS ayant été adoptés aux plus hauts niveaux de la Commission.**
- **Les lobbies de ces sociétés ont pris l'initiative de cibler la Commission**, alors qu'elle n'est censée être qu'un observateur à ce stade du processus d'approbation de restrictions sur les PFAS. Notre enquête auprès de 15 directeurs

généraux de la Commission européenne a montré que non seulement l'exécutif de l'UE n'a mis en place aucune mesure spécifique pour se protéger de l'influence de l'industrie des PFAS, voire dans certains cas, il encourage fermement les lobbyistes des PFAS et donne des indications rassurantes sur ses futures prises de décision.

- La campagne de lobbying des entreprises repose fortement sur des manipulations, des études et des recherches financées par l'industrie, des tactiques alarmistes et certaines affirmations non fondées. Il est inquiétant de constater que bon nombre de ces arguments ont été repris par des hommes politiques et qu'ils encadrent désormais le débat politique sur les PFAS.
- Les tactiques de lobbying de l'industrie des PFAS comprennent: le lobbying en tête-à-tête avec la Commission et autres décideurs de l'UE; la mobilisation d'alliés et la création de chambres d'écho pour amplifier son programme de lobbying; le déploiement de cabinets de conseil en lobbying et de cabinets d'avocats; le financement d'« évaluations d'impact » et d'autres études favorables à l'industrie; ainsi que la promotion de programmes volontaires dans le cadre de son opposition à une réglementation stricte.
- Le groupe de pression le plus prolifique sur la question de la restriction des PFAS est le grand producteur Chemours (une entreprise dérivée de DuPont, une société qui connaissait les effets nocifs des PFAS sur la santé depuis des décennies), qui a organisé plus de réunions de haut niveau sur ce sujet avec la Commission que n'importe quel autre groupe. Elle a plus que doublé ses dépenses déclarées en matière de lobbying au cours de l'année écoulée. Le lobby des produits chimiques au sens large, dirigé par les associations professionnelles CEFIC et Plastics Europe, est également très actif sur la proposition uPFAS. Collectivement, les plus grandes entreprises productrices de PFAS ont enregistré une augmentation moyenne de 34 % de leurs dépenses déclarées de lobbying auprès de l'UE au cours de l'année écoulée.
- D'autres groupes de lobbyistes particulièrement actifs sont ceux des secteurs des fabricants de batteries, des technologies médicales et des produits pharmaceutiques, des semi-conducteurs et autres secteurs de production.
- La bataille des lobbies des PFAS est très vive en Allemagne et les lobbies des sociétés ont trouvé de véritables partenaires parmi les politiciens nationaux et régionaux. La position en demi-teinte du gouvernement fédéral sur la proposition de restriction des PFAS est une préoccupation majeure, en particulier à l'approche des élections nationales.
- La consultation publique de l'Agence européenne des produits chimiques sur la restriction des PFAS a été inondée de réponses des industriels, comme témoigne la tactique stratégique utilisée par l'industrie chimique. Certains producteurs de PFAS et d'autres acteurs de l'industrie ont également réussi à faire pression sur les représentants de l'agence.

Revendications

Les effets de la pollution des PFAS sur la santé et l'environnement attestent qu'il est vital d'imposer des restrictions strictes sur les PFAS. Mais nous savons que l'industrie chimique a une longue expérience en matière de retardement et d'affaiblissement des règles visant à limiter les produits chimiques nocifs. Les comparaisons avec les tactiques de l'industrie du tabac sont évidentes et nous avons besoin de règles supplémentaires en matière de lobbying pour protéger l'intérêt public contre le lobbying toxique.

Nos revendications incluent:

- Il faut mettre immédiatement un terme à toutes les réunions privées de lobbying de la Commission sur la restriction des PFAS avec les voix de l'industrie qui demandent des exemptions et des dérogations. Les intérêts privés et commerciaux poursuivis par ces organisations industrielles justifient de telles mesures pour limiter leur influence / contribution. La Commission doit également veiller à ne pas devancer le travail de l'ECHA et se limiter à son rôle d'observatrice.
- La Commission devrait également intensifier ses travaux sur le remplacement des substances nocives telles que les PFAS par des produits de substitution moins nocifs. Il existe un risque réel que le véritable potentiel des alternatives aux PFAS ne soit pas reconnu à sa juste valeur. Elle devrait également se pencher sur l'impact des études et des données provenant de l'industrie et sur la confiance qu'elle leur accorde dans l'élaboration de la politique en matière de produits chimiques, et sur la manière d'encourager l'obtention de données scientifiques indépendantes dans le cadre de la réglementation des produits chimiques.

Le Corporate Europe Observatory fait partie des nombreuses organisations de la société civile, des universitaires et des associations de victimes, qui soutiennent une restriction stricte des PFAS qui élimine autant d'usages industriels et grand public des PFAS que possible en toute sécurité, et ce, aussi rapidement que possible. Mais si la Commission ne prend pas dès à présent des mesures énergiques pour protéger ce processus décisionnel et d'autres du même ordre, cela restera un rêve éternel, et la pollution par les PFAS continuera à se transformer en un cauchemar permanent.

Le rapport complet est disponible à l'adresse suivante: <https://corporateeurope.org/en/chemical-reaction>

L'enquête transfrontalière «Forever Lobbying Project» a été coordonnée par Le Monde et a rassemblé 46 journalistes et 29 partenaires médiatiques de 16 pays, ainsi qu'a fait appel à la collaboration de l'édition Arena pour Journalism en Europe, en partenariat avec l'observatoire des lobbies Corporate Europe Observatory. L'enquête est basée sur 14 000 documents inédits sur les PFAS, y compris ceux issus de plus de 180 demandes de liberté d'information.



Corporate
Europe
Observatory

Corporate Europe Observatory

Rue d'Édimbourg 26

1050 Brussels – Belgium

info@corporateeurope.org

EU lobby transparency register: 5353162366-85